
Coopération russo-norvégienne dans la mer de Barents

Description

D'après la ligne officielle des ministères russe et norvégien des Affaires étrangères, les deux États entretiennent des relations très cordiales, notamment dans la partie européenne de l'Arctique où leur coopération est très active. Quels rapports de force cette entente de façade est-elle susceptible de masquer dans une zone qui comporte un tel potentiel économique et stratégique ?

L'Arctique est réputée détenir 15 % des ressources mondiales connues de pétrole et de gaz^[1]. La Russie possède les trois quart du pétrole connu en Arctique et 90 % de son gaz, la Norvège possédant, elle, des réserves prouvées de pétrole bien moindres.



Quelle stratégie norvégienne dans le Grand Nord ?

La question du Grand Nord est très débattue en Norvège même si l'intérêt des cercles politico-médiatiques est un peu retombé par rapport à ce qu'il était en 2005, lorsque la nouvelle coalition rouge-vert, sous la direction de Jens Stoltenberg, avait pointé le Grand Nord comme la « région stratégique la plus importante pour la Norvège dans les années à venir »^[2]. Les politiques lancées par la Norvège à propos du Grand Nord n'étaient alors pas nouvelles dans leur contenu, c'était plutôt leur formulation qui était différente. Le gouvernement s'est toujours préoccupé de ces espaces nordiques et les a inclus de longue date dans le cadre de stratégies nationales de développement rural pour tenter de corriger le sentiment de marginalité ressenti par les habitants des provinces du nord du pays^[3].

Dans les années 1990, les régions du nord étaient désignées par le terme « *Nordområdene* » (« les régions septentrionales ») puis, à partir de 2005, le gouvernement leur a préféré le titre de « High North » qui paraissait plus dynamique et plus flatteur. La nouvelle stratégie pour le développement du Grand Nord, publiée le 12 mars 2009 par le ministère norvégien des Affaires étrangères, marque le dernier volet en date de la stratégie nationale pour cette région^[4]. L'accent y est mis sur plusieurs points, parmi lesquels le développement de bonnes relations avec la Russie, la poursuite de la lutte contre la pêche illicite et en faveur d'une meilleure gestion des ressources marines renouvelables, l'exploitation du potentiel de la mer de Barents pour en faire une province énergétique européenne et l'amélioration de la qualité de vie des habitants du Nord.

Evidemment, la possibilité d'exploitation de nombreux gisements en hydrocarbures en mer de Barents a laissé entrevoir une éventualité d'enrichissement rapide de ces régions septentrionales; les attentes des habitants comme des institutions régionales y sont d'ailleurs très fortes.

La place prédominante de la Russie dans la mer de Barents

Toutefois, la plupart des gisements avérés à ce jour sont situés dans les zones de souveraineté russe

et ces régions du Grand Nord norvégien n'en bénéficieraient pas directement. Seule la compagnie Statoil (dont le capital est détenu aux trois quarts par l'Etat norvégien) pourrait peut-être en tirer quelques revenus si, comme pour le gisement gazier de Shtokman, elle était amenée à participer à un consortium pour les exploiter. Ainsi, dans ces grands débats nationaux norvégiens, bien que très rarement mentionnée, la Russie est omniprésente car l'essentiel des nouveaux enjeux dépendent d'elle. Indéniablement, les dimensions nationale et internationale de la question du Grand Nord sont inextricablement liées.

On observe le même phénomène en Russie, où le discours rigide adopté par le gouvernement depuis l'élection de Vladimir Poutine en 2000 vis-à-vis de ses voisins dans l'Arctique est non seulement déterminé par la rhétorique gouvernementale (qui adopte une logique de rapport de force avec l'Occident) mais est également destiné à son audience nationale, à laquelle il s'agit de redonner fierté et confiance[5]. L'opération du sous-marin russe « Mir 1 », dirigée par Artur Tchilingarov le 2 août 2007, qui a planté un drapeau russe en titane à plus de 4.000 mètres de profondeur, à la verticale du pôle, a été fortement relayée en Russie et instrumentalisée par le pouvoir politique. En développant le potentiel économique du Grand Nord, la Russie compte obtenir un gain de puissance économique et d'influence politique. Elle joue de sa position avantageuse dans la mer de Barents pour obtenir des concessions de la part des autres Etats circumpolaires -notamment de la Norvège-, qui sont forcés de compter avec elle.

Les nouveaux enjeux énergétiques

Dans la double perspective du réchauffement climatique et de prix élevés des matières premières sur les marchés mondiaux, les questions énergétiques dans l'Arctique connaissent un regain d'intérêt majeur. En développant le champ gazier de Snøhvit, la Norvège a prouvé qu'elle maîtrisait les techniques d'exploration et d'exploitation gazières offshore. Snøhvit est un champ de gaz découvert en 1984 en mer de Barents, à 140 kilomètres au nord-ouest de Hammerfest, avec une réserve estimée à 140 G.m³ de gaz naturel. Le gaz est liquéfié à Hammerfest puis exporté vers l'Espagne et les États-Unis depuis septembre 2007[6]. Ceci permet aujourd'hui à la Norvège d'espérer exploiter conjointement les nombreux gisements gaziers de cette mer essentiellement situés dans la zone de souveraineté russe.

En effet, considérant que Gazprom ne dispose pas des hautes technologies nécessaires au forage et à l'exploitation offshore en zone potentiellement englacée, Statoil espère que la compagnie russe sera forcée de collaborer avec elle pour les obtenir. Mais c'est oublier que la Russie n'est pas pressée de démarrer la mise en exploitation de ce champ et qu'elle compte d'ailleurs exploiter tout d'abord les champs onshore qui lui sont plus faciles d'accès. La Norvège est donc beaucoup plus contrainte que la Russie de débiter rapidement l'exploitation des champs gaziers de la mer de Barents, notamment celui de Shtokman, étant donné que les champs pétroliers et gaziers actuellement en exploitation devraient être bientôt épuisés[7] et ce alors que son modèle d'Etat providence est basé sur la rente pétrolière.

Quels domaines de coopération ?

Toutefois, la coopération si ardemment souhaitée sur le projet de Shtokman ne semble pas facile. Un consortium a été mis en place entre Gazprom, Statoil et Total[8] en juillet 2007, pour exploiter le champ gazier de Shtokman. Mais, en 2010, les investissements annoncés ne se sont pas encore matérialisés et, dans le contexte de la crise économique, l'annonce d'un possible retrait de la demande américaine

pour ce gaz a entraîné un ajournement du projet jusqu'en 2013 pour le gaz et 2014 pour le gaz naturel liquéfié (GNL). La forte croissance de la production de gaz de schistes (*shale gas*), dont l'exploration a été rentabilisée aux États-Unis par l'introduction de nouvelles techniques, fait que ce pays n'aura certainement pas besoin d'importer le gaz de la mer de Barents alors qu'il en était le principal client potentiel jusqu'alors[9].

Logiquement, depuis une vingtaine d'années, les domaines de coopérations entre les deux voisins se multiplient, le plus souvent à l'initiative de la Norvège qui privilégie la constitution de structures multilatérales, tel le Conseil euro-arctique de Barents, créé en 1993 par la déclaration de Kirkenes, ou encore le Conseil Arctique. Toutefois, cette bonne entente n'empêche pas que les deux Etats connaissent deux différends juridiques majeurs dans la mer de Barents, sur lesquels les négociations semblent bloquées[10].

Si, sur de nombreux points, notamment les opérations de sauvetage ou le contrôle des pêcheries, les deux voisins se disent satisfaits de leur coopération active, en ce qui concerne l'exploitation des hydrocarbures et du gaz de la mer de Barents en revanche, la Russie semble vouloir éviter dans la mesure du possible d'avoir à collaborer avec la Norvège.

[1] «Arctic oil and gas», AMAP (Arctic Monitoring and Assessment Programme, 2007) rapporté par Steven Sawhill, «Resources and the environment: the new security balance», *Ocean Futures*, Oslo, 2008.

[2] Steve G. Swahill, «Defining the North in Norwegian Politics», *Ocean Futures*, Oslo, 2008.

[3] Entretien avec Ida Overland du NUPI (Institut norvégien des affaires internationales), Oslo, le 23 février 2010.

[4] Consulter une traduction de la stratégie sur le site officiel norvégien pour la France à l'adresse: http://www.norvege.no/News_and_events/policy/La_strat%C3%A9gie_du_gouvernement_norv%C3%A9 (dernière consultation le 25 mars 2010)

[5] Dag Harald Claes, Oyvind Osterund & Oistein Harsem, «The New Geopolitics of the High North», communication présentée à la 51e Convention de l'ILSA, 18 février 2010.

[6] «Snøhvit – Unlocking resources in the frozen North», www.statoil.com, (dernière consultation le 5 mars 2010).

[7] La Russie détiendrait, dans le champ de Shtokman, situé à 650 km de la presqu'île de Kola, à une profondeur de 350 mètres, des réserves de gaz de 3,8 milliards de m³ et de 37 millions de tonnes de gaz condensé. Présentation du projet par Gazprom : <http://old.gazprom.ru/articles/article20262.shtml> (dernière consultation, le 17 mars 2010).

«Norway has produced half of its proven oil and gas resources», *Barents Observer* (barentsobserver.com), 26 février 2010.

[8] «Total chosen as Gazprom partner», *BBC News* (news.bbc.co.uk), 12 juillet 2007.

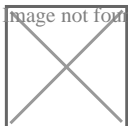
[9] «Gazprom might abandon Shtokman», *Barents Observer* (barentsobserver.com), 26 janvier 2010.

[10] Voir l'article « [Les différends juridiques entre la Russie et la Norvège dans la mer de Barents](#) ».

* Fabienne COSTADAU est étudiante de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence à l'Institut Français de Géopolitique.

Photo : *Baie de Kola* © Eric Le Bourhis

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

date créée

15/04/2010

Champs de Méta

Auteur-article : Fabienne COSTADAU*